FIDUCIE DU PATRIMOINE ONTARIEN

DONNER VIE À NOTRE HISTOIRE

Questions de patrimoine

Une publication de la Fiducie du patrimoine ontarien Mai 2012

Comprendre l'expérience française en Ontario

Dans ce numéro :

Les débuts de l'expérience française en Ontario | Le peuplement de l'Ontario
Prières, pétitions et protestations | Portrait d'une diversité croissante

www.heritagetrust.on.ca

Numéro spécial :

Un entretien avec Madeleine Meilleur, Pages 2-3

Questions de patrimoine

Questions de patrimoine est publié en français et en anglais et son tirage combiné est de 9 200 exemplaires. Des copies numériques sont disponibles sur notre site Web à www.heritagetrust.on.ca.

Tarifs publicitaires :

Noir et blanc
Carte d'affaires – 125 $ plus la TVH
1/4 page – 250 $ plus la TVH

Encarts – Appelez pour connaître nos tarifs exceptionnels.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à la
Fiducie du patrimoine ontarien
10, rue Adelaide Est, Bureau 302
Toronto (Ontario) M5C 1J3
Téléphone : 416 325-5015
Télécopie : 416 314-0744
Courriel : marketing@heritagetrust.on.ca
Site Web : www.heritagetrust.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2012
© Fiducie du patrimoine ontarien, 2012
Photos © Fiducie du patrimoine ontarien, 2012, sauf indication contraire.

Édité par la Fiducie du patrimoine ontarien
(un organisme relevant du ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport de l'Ontario).

Rédacteur en chef : Gordon Pim
Rédactrice en chef invitée : Kathryn McLeod
Concepteur graphique : Manuel Oliveira

Cette publication est imprimée sur du papier recyclé avec des encres à base d'huile végétale. Aidez-nous à protéger l'environnement en partageant ou en recyclant cette publication une fois que vous l'aurez lue.

Also available in English.

Toute annonce ou tout encart dans la présente publication ne signifie pas automatiquement que la province de l'Ontario appuie les sociétés, les produits ou les services en question. La Fiducie du patrimoine ontarien n'est pas responsable des erreurs, omissions ou représentations fallacieuses figurant dans toute annonce ou tout encart.

SEO ISSN 1201-0766 (Imprimé)
ISSN 1911-4478 (PDF/En ligne)

05/12

Ontario

TABLE DES MATIÈRES

Message du président : la Révolution tranquille de l'Ontario ____ 1
Numéro spécial : Un entretien avec Madeleine Meilleur ____ 2
Les débuts de l'expérience française en Ontario ____ 4
Choisir son camp : la présence française à la frontière de Détroit pendant la guerre de 1812 ____ 6
Le peuplement de l'Ontario par les Canadiens français ____ 7
Garder la foi : l'Église et l'Ontario français ____ 9
L'immigration francophone dans l'Ontario d'aujourd'hui ____ 10
Portrait d'une diversité croissante ____ 11
Prières, pétitions et protestations : la controverse à propos du Règlement 17 ____ 12
Arts et culture de l'Ontario francophone ____ 14
Porter haut ses couleurs ____ 15
Les jeunes francophones ____ 16
Ressources en ligne ____ 17

Couverture : Photo : Sylvain Marier, Festival franco-ontarien

Les vues et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues et opinions de la Fiducie du patrimoine ontarien ou du gouvernement de l'Ontario.

La Fiducie souhaite remercier l'Office des affaires francophones de son aide et le ministère du Patrimoine canadien de sa contribution financière accordée par le biais de l'Entente Canada-Ontario sur les services en français.

La Fiducie du patrimoine ontarien souhaite remercier l'importante contribution de monsieur Yves Frenette pour la préparation de ce numéro de *Questions de patrimoine*.

Message du président : la Révolution tranquille de l'Ontario

Le rôle des francophones dans l'édification de l'histoire et la vie de cette province remonte à l'aube du XVII[e] siècle, époque à laquelle les explorateurs et les missionnaires se lancent dans des voyages officiels de reconnaissance et de conversion religieuse.

En 1791, date de la fondation du Haut-Canada, les liens entre la communauté francophone et la province sont solidement établis et reconnus dans certaines de ses premières lois. De fait, une résolution reconnaissant les droits des francophones dans le Haut-Canada est adoptée à Newark dès juin 1793.

L'importance de la langue pour la population francophone – et pour l'identité de la province dans son ensemble – est évidente pour tous les acteurs ayant entrepris de créer un cadre éducatif pour la province au cours de la période antérieure à la Confédération. Rappelons ainsi qu'Egerton Ryerson, surintendant principal de l'éducation du Haut-Canada pendant plus de 30 ans, était d'avis que le français, tout comme l'anglais, était l'une des langues reconnues de la province, et que les enfants devaient donc recevoir une éducation dans l'une de ces deux langues au sein des écoles publiques de la province.

Pourtant, entre l'avènement de la Confédération et la propre Révolution tranquille de l'Ontario, qui intervient dans les années 1960 – soit près d'un siècle – les francophones de la province font l'objet de pressions aussi lourdes que réelles, qui visent leur assimilation en partant du principe que celle-ci est souhaitable et possible. Ce parti-pris a profondément influencé la façon de penser de presque chaque gouvernement provincial depuis la Confédération, d'autant qu'il est appuyé par un mouvement plus large qui intervient dans le Canada anglais dans l'objectif de restreindre l'emploi du français, voire de le supprimer de façon pure et simple. Même l'opposition véhémente de Sir John A. Macdonald, qui dénonce ce mouvement à la Chambre des communes en 1890, n'enraye que très peu cette tendance.

Malgré les efforts déployés notamment sur le plan législatif pour empêcher l'emploi de la langue française dans la province, le fait français persiste. Cette réalité transparaît dans les modestes avancées obtenues dans le domaine de l'éducation pendant l'entre-deux-guerres – une tendance qui culmine dans les années 1960 au cours d'une période marquée par des réformes substantielles.

Les années 1960 sont en effet le théâtre de réformes et d'innovations nombreuses et profondes, qui constituent une véritable révolution eu égard à la place des citoyennes et des citoyens francophones de l'Ontario, à leurs droits et aux débouchés qui s'ouvrent à eux, notamment dans la sphère éducative et linguistique.

En 1969, l'adoption de la loi sur l'école en langue française va de pair avec une reconnaissance croissante du rôle joué par la communauté franco-ontarienne dans l'histoire et la vie de la province. Le premier ministre John Robarts salue ce fait et s'en fait l'écho en déclarant que « depuis plus de trois siècles, les hommes et femmes d'origine française jouent un rôle significatif dans le développement de l'Ontario [...]. La communauté franco-ontarienne continue de jouer ce rôle aujourd'hui [...]. Sa force, sa vitalité, ses accomplissements et son potentiel sont immenses. La présence de ces résidentes et résidents francophones rendent l'Ontario – en réalité, l'ensemble du Canada – bien plus riche et plus fort. » (traduction libre)

Depuis les années 1960, nous avons assisté à d'autres réformes législatives ainsi qu'au renforcement de l'identité franco-ontarienne par le biais de l'éducation à tous les paliers, de la littérature et des arts, et de la création de symboles culturels. Ce renforcement identitaire a amélioré les droits individuels ainsi que les possibilités offertes à l'ensemble des Ontariennes et des Ontariens sur le plan éducatif et culturel.

Aujourd'hui, alors que la deuxième décennie du XXI[e] siècle vient de s'ouvrir, nous assistons à une évolution continue au sein de l'Ontario francophone. Cette évolution joue un rôle de premier plan dans la transformation du paysage culturel, social et linguistique de la province, avec pour corollaire une communauté plus diverse. Ce changement s'accompagne de possibilités enthousiasmantes et de nouveaux enjeux, qui, dans un cas comme dans l'autre, permettront d'étayer et d'enrichir notre compréhension de l'expérience francophone en Ontario.

Tom Symons

Thomas H.B. Symons, CC, O.Ont., FRSC, LLD

Un entretien

La Fiducie du patrimoine ontarien a récemment rencontré Madame Madeleine Meilleur, ministre de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels de l'Ontario, et ministre déléguée aux Affaires francophones. Son histoire remarquable est solidement enracinée dans le patrimoine canadien français. Elle est convaincue que l'identité francophone de l'Ontario, en dépit ou peut-être en raison des changements et des défis que les Franco-Ontariens et Ontariennes ont dû relever, est plus forte que jamais et continue de jouer un rôle important dans l'avenir de l'Ontario.

Fiducie du patrimoine ontarien : Pouvez-vous nous parler de l'histoire de votre famille et nous expliquer comment votre famille est venue vivre en Ontario?

Madeleine Meilleur : En fait, ma famille vient d'une petite municipalité du Québec, Kiamika, dans les Hautes-Laurentides. J'y ai grandi avec mes parents, mon frère et mes cinq sœurs, et j'y retourne souvent pour rendre visite à ma famille. Mon père, qui était unilingue francophone, pensait que ses enfants auraient plus d'opportunités s'ils apprenaient également l'anglais. Il nous a donc encouragés, dès notre plus jeune âge, à élargir nos horizons et surtout à apprendre l'anglais.

Je voulais travailler dans le domaine de la santé, et sachant que je pouvais suivre une formation en soins infirmiers à l'Hôpital Montfort, j'ai quitté le Québec à l'âge de 17 ans pour aller faire mes études.

Le fait d'étudier et de travailler dans cet hôpital, qui, nous le savons tous très bien, est maintenant un symbole puissant pour la communauté franco-ontarienne, m'a beaucoup marqué.

Par conséquent, bien que ma famille soit originaire du Québec et qu'il s'agisse pour moi de racines importantes, je me considère comme une Franco-Ontarienne à part entière. À mes yeux, l'Ontario est non seulement le lieu où je vis, mais également celui où j'ai étudié, où j'ai fait carrière et où j'ai le privilège d'être élue pour représenter mes concitoyens. Vous comprendrez donc que pour moi, l'Ontario, et tout particulièrement l'Ontario français, représente toute ma vie.

FPO : Dans quelle mesure votre héritage a-t-il influé sur votre choix de carrière? Quelle a été votre expérience en tant que membre francophone du Conseil des ministres?

MM : Bien que j'aie d'excellents souvenirs de l'époque où je faisais des études d'infirmière, ma carrière a bifurqué. Je suis allée faire des études de droit à l'Université d'Ottawa, avant de me lancer dans la politique municipale.

Je suis peut-être la seule francophone au Conseil des ministres, mais celui-ci compte beaucoup de francophiles! Plusieurs ministres du Conseil sont complètement bilingues, y compris le premier ministre, Dalton McGuinty. J'ai la chance de travailler avec des collègues qui respectent et admirent nos communautés francophones et qui tentent par tous les moyens de les promouvoir.

avec Madeleine Meilleur

Le portefeuille de l'Office des affaires francophones est complexe car il concerne tous les ministères. Par conséquent, le fait de savoir que je peux compter sur tous mes collègues pour soutenir, défendre et faire avancer les droits des francophones est un atout absolument nécessaire et incontestable.

FPO : Quels sont certains des défis que la communauté francophone de l'Ontario doit toujours relever et quelles opportunités ont-ils créées?

MM : Le principal défi de la communauté franco-ontarienne est sans conteste celui de l'assimilation linguistique. Bien que cette communauté soit la deuxième en importance au pays après le Québec, et qu'elle représente plus de la moitié de l'ensemble des Franco-Canadiens résidant à l'extérieur du Québec, il n'en demeure pas moins qu'en Amérique du Nord, la communauté franco-ontarienne navigue dans un océan majoritairement anglophone.

De plus, l'attrait de la culture étatsunienne est une réalité constante et demeure, même au Canada anglais, un défi énorme que nous devons relever si nous voulons freiner le phénomène de l'assimilation culturelle.

Cela dit, la langue française dans la province, au pays et à l'échelle internationale reste bien vivante, et il existe beaucoup d'opportunités en français dans de nombreux secteurs, y compris celui des affaires. Il s'agit de savoir saisir les occasions qui se présentent à nous.

D'un point de vue gouvernemental, je pense que nous avons fait d'énormes progrès ces dernières années au chapitre du respect de la *Loi sur les services en français*.

À mon avis, l'Ontario français est mieux équipé de nos jours pour répondre aux besoins des francophones dans les secteurs clés de l'éducation, de la santé, du droit, des services sociaux, de la culture et de la politique.

FPO : Au cours des prochaines années, quel rôle, selon vous, le gouvernement provincial jouera-t-il au plan de la promotion de l'identité et de la culture franco-ontariennes, et du soutien accordé aux communautés francophones de tout l'Ontario?

MM : Un des projets clés qui va permettre de promouvoir l'identité et la culture franco-ontariennes et de bien soutenir nos communautés francophones est la commémoration des 400 ans de présence française en Ontario. Le gouvernement reconnaît l'apport des francophones de l'Ontario et considère le 400e anniversaire des voyages de Champlain en Ontario et de la présence française comme une occasion privilégiée de célébrer 400 ans d'histoire et de culture francophones.

La province envisage d'organiser les commémorations officielles du 400e anniversaire durant l'été 2015. Le lancement pourrait avoir lieu durant les Jeux panaméricains de Toronto.

FPO : À votre avis, quel est le rôle que la jeunesse francophone peut jouer dans le développement de l'identité et de la communauté franco-ontariennes au XXIe siècle?

MM : La jeunesse c'est l'avenir; elle est essentielle au développement identitaire de la communauté franco-ontarienne de demain. Voilà pourquoi il est important que chaque génération sache quand lâcher les rênes et passer le flambeau à la génération montante.

Il ne faut pas se leurrer : il y a un risque important de désengagement de la jeunesse franco-ontarienne envers sa culture et sa langue. Ce phénomène est aggravé par la menace constante d'assimilation dans un milieu minoritaire. C'est pourquoi le gouvernement a lancé une « stratégie jeunesse » afin d'encourager la participation des jeunes Franco-Ontariens et Ontariennes dans leurs communautés et de renforcer leur sentiment d'appartenance.

FPO : Avez-vous un message spécial à transmettre à nos lecteurs?

MM : Absolument. Plusieurs messages en fait :

Premièrement, un message de fierté envers notre héritage commun et cette langue qui, génération après génération, continue de nous lier les uns aux autres.

Deuxièmement, un message de mobilisation pour que chacun et chacune, à son niveau, au quotidien, continue de faire vivre sa « francité » en Ontario.

Et enfin un message de confiance. Même si la francophonie change, évolue et s'adapte, elle continue plus que jamais à définir l'avenir de notre société.

Pour lire tout l'entretien, rendez-vous sur www.heritagetrust.on.ca/qp-article-vedette, ou saisissez ce code :

LES DÉBUTS DE

Pionniers de Penetanguishene : un groupe de voyageurs – Lewis Solomon, John Bussette, James Laramee et Francis Dusome – photographié en 1895 (Source : A.C. Osborne, The Migration of Voyageurs from Drummond Island to Penetanguishene in 1828, Toronto, Ontario Historical Society Papers and Records, 1901).

Plaque historique de Fort Rouillé, à Toronto. Le fort Rouillé, poste commercial et militaire, formait avec le fort Frontenac, le fort Niagara et d'autres la ligne de défense française contre les Treize Colonies et l'Angleterre. Bâti en 1750-1751, il fut détruit par sa garnison en 1759, pendant la guerre de la Conquête. (Photo : Alan L. Brown)

L'expérience française dans l'Ontario actuel remonte à 1610; en 1840, les Canadiens, comme se nommaient alors les descendants des colons français, étaient établis dans trois régions. Leur histoire a commencé avec l'alliance d'une Première Nation et une mission catholique; elle s'est étendue avec l'exploration officielle et le commerce des fourrures, et s'est poursuivie avec l'agriculture et l'établissement permanent.

Une alliance et une mission

Lorsque Champlain établit son *abitation* de Québec, il s'allia aux Wendat (Hurons) de la baie Georgienne. Employé d'un monopole du commerce des fourrures, Champlain avait besoin de leur appui pour maintenir un approvisionnement régulier en fourrures. Il envoya Étienne Brûlé dans leurs villages en 1610 pour se renseigner à leur sujet et apprendre leur langue. Champlain lui-même passa l'hiver 1615-1616 à Wendake.

Des renseignements étaient également fournis par les missionnaires envoyés par la France de la Contre-Réforme, comme les Récollets qui visitèrent les Wendat sédentaires. Mais les Jésuites, désireux d'assurer une présence continue parmi eux, construisirent Sainte-Marie-aux-Hurons, un village fortifié destiné à accueillir le nombre croissant de Wendat convertis. Jalouse du rôle d'intermédiaire joué par les Wendat dans le commerce des fourrures, la Confédération des cinq nations iroquoises attaqua et détruisit Wendake en 1648-1649. Les Jésuites furent contraints de démolir leurs propres installations et de fuir avec leurs convertis; ils hivernèrent sur l'île St-Joseph avant de se rendre dans la région de Québec. Le travail missionnaire se continua, mais de concert avec le commerce des fourrures.

Exploration et commerce des fourrures

Les Français dépendaient du commerce des fourrures. La diminution de l'approvisionnement causée par les destructions iroquoises les obligea à adopter une nouvelle stratégie : aller eux-mêmes chercher les fourrures.

En 1659-1660, Pierre-Esprit Radisson et son beau-frère s'aventurèrent avec grand succès dans la région du lac Supérieur. Traités sans égard par les autorités, ils se rendirent en Angleterre où leur savoir-faire conduisit à la création de la Compagnie de la baie d'Hudson (1670). Capturés par des expéditions venues de Québec, les postes de cette dernière à la baie James et à la baie d'Hudson furent repris par les Anglais, capturés de nouveau par les Français, et finalement rendus à l'Angleterre en 1713.

L'EXPÉRIENCE FRANÇAISE EN ONTARIO

Par Gratien Allaire

L'intérêt croissant pour la région des Grands Lacs se traduisit également par des expéditions visant à en prendre possession au nom du roi de France. Des officiers militaires conclurent des alliances avec des Premières Nations et construisirent des postes autour des lacs. Interrompu en 1696 pour tenter de réduire les réserves de peaux de castor, le commerce fut bientôt rétabli : le poste de Détroit fut construit en 1701, celui de Michillimackinac rouvert en 1717 et plusieurs autres érigés par la suite. L'exploration officielle, portée par les ambitions impériales françaises et financée par le commerce des fourrures, contribua à une nouvelle expansion après 1731, lorsque Pierre Gaultier de La Vérendrye construisit des postes au lac à la Pluie et au lac des Bois dans sa quête de la mer de l'Ouest et d'une route transcontinentale vers l'Asie.

Après la Conquête (1760), des commerçants écossais et anglais de Montréal s'accaparèrent du commerce; leurs compagnies, notamment la puissante Compagnie du Nord-Ouest, adoptèrent l'organisation mise au point par les Français. L'établissement des Loyalistes dans la péninsule fit perdre son importance au commerce des fourrures, il n'en restait plus que les voies d'accès au Nord-Ouest et à la vallée du Mississippi, soit les systèmes rivière des Outaouais-rivière des Français-Grands Lacs et fleuve Saint-Laurent-Grands Lacs.

Les établissements agricoles

Les Français ont sans aucun doute pratiqué très tôt l'agriculture dans l'Ontario actuel. Ce fut certainement le cas à Fort Frontenac dès les années 1670. Les établissements agricoles, cependant, débutèrent au fort Pontchartrain du Détroit. D'abord poste de traite, le fort attira les Premières Nations. Des commerçants de fourrures, des soldats et des hommes de métier s'y installèrent, puis d'autres encore, avec leurs familles. Des terres ont été concédées depuis 1734 et la mission est devenue la paroisse de l'Assomption, en 1767. Les Canadiens avaient établi sur les rives de la rivière Détroit une société coloniale, forte d'environ 3 000 personnes.

Détroit fut cédée aux États-Unis en 1783 mais l'établissement sur la rive britannique de la rivière Détroit fit partie du Haut-Canada lors de sa création en 1791. Plusieurs colons canadiens, comme la famille Baby, participèrent activement à la vie politique haut-canadienne. La population canadienne de la région d'Essex et de Kent atteignait 4 500 personnes en 1837. Des écoles avaient été ouvertes, bientôt suivies par des paroisses et d'autres institutions, ce qui en a fait une communauté dynamique.

Un autre établissement prospère a débuté en 1828 lorsque 75 familles de voyageurs métis quittèrent l'île Drummond avec la garnison britannique pour s'installer dans la région de Penetanguishene, une base navale et militaire située au sud-est de la baie Georgienne. Dans les années 1840, des Canadiens venus essentiellement de la région de Montréal les rejoignirent. Les opérations forestières et les scieries constitueront plus tard leur principale activité.

Après 1810, grâce à l'établissement de tarifs préférentiels britanniques en faveur du bois nord-américain, la vallée de l'Outaouais devint une autre région importante pour les Canadiens, en attirant des milliers dans les chantiers de la région. Dans les années 1820 et au début des années 1830, les bûcherons et les draveurs canadiens, notamment le légendaire Joseph Montferrand, luttèrent contre les travailleurs irlandais pour le contrôle des activités liées à l'exploitation du bois. Nombre d'entre eux s'établirent de façon permanente, comme le firent aussi de nombreux « habitants » venus des terres seigneuriales surpeuplées de l'ouest du Bas-Canada. Il s'agissait de la première vague d'une vaste migration canadienne vers l'Est de l'Ontario.

La présence francophone

Lorsque le Haut-Canada et le Bas-Canada formèrent le Canada-Uni en 1841, les Canadiens (français) étaient solidement établis dans trois régions de l'Ontario actuel : le sud du lac Sainte-Claire dans la région de l'Assomption, le sud-est de la baie Georgienne dans la région de Penetanguishene et le sud de la rivière Outaouais à Bytown et à l'est. D'autres Canadiens ont quitté les terres seigneuriales surpeuplées de la vallée du Saint-Laurent pour les y rejoindre. Tous ces facteurs ont contribué à l'établissement d'une solide présence francophone en Ontario.

Gratien Allaire est professeur émérite à l'Université Laurentienne de Sudbury.

Choisir son camp : la présence française à la frontière de Détroit pendant la guerre de 1812

Par Guillaume Teasdale

Les batailles de la guerre de 1812, menées à la frontière de Détroit, ont eu d'importantes répercussions sur la vie des colons, majoritairement français, installés dans la région. Lorsque la Grande-Bretagne restitue le Michigan aux États-Unis en 1796, la rivière Détroit devient une frontière entre le Haut-Canada et ce qui deviendra en 1805 le Territoire du Michigan.

Dans le sud-ouest du Haut-Canada, les autorités créent le comté d'Essex en 1792, même si ses limites sont modifiées en 1800 pour inclure la rive sud de la rivière Détroit. Dans le même temps, de l'autre côté de la frontière, le gouvernement américain crée le comté de Wayne en 1796. Jusqu'en 1817, le comté de Wayne est le seul comté du Michigan et il englobe l'intégralité de la péninsule inférieure.

En 1812, quelque 6 500 Américains d'origine européenne habitent dans la région de la rivière Détroit, dont la moitié côté américain. Environ 700 personnes vivent à Fort Détroit tandis que moins de 300 personnes vivent dans les villes de Sandwich et d'Amherstburg. Le reste de la population réside dans les établissements agricoles que les colons français venus de la région correspondant au Québec actuel ont établis des deux côtés de la rivière Détroit. Lorsque la guerre de 1812 est déclenchée, ces colons français constituent la majorité de la population européo-américaine tant du comté d'Essex que de celui de Wayne. Du jour au lendemain, les membres de la même communauté française passent du statut de voisins à celui de combattants aux allégeances divergentes.

Pendant la guerre de 1812, la milice du comté d'Essex est divisée en deux régiments. Les Français représentent la moitié des soldats du premier régiment et la quasi-totalité du second régiment. Des noms comme Boucher, Campeau, Duchesne, Laframboise, Meloche, Nadeau, Pillette, Réaume et Tremblay apparaissent dans la milice d'Essex.

Dans la partie sud-est du Territoire du Michigan, la milice du comté de Wayne est également divisée en deux régiments, et la majorité de leurs capitaines, lieutenants et soldats sont eux aussi Français. Par ailleurs, des dizaines de Français du comté de Wayne servent d'espions pour les États-Unis en raison de leur connaissance de la région et de ses populations autochtones.

Les Français des milices d'Essex et de Wayne se rencontrent au champ de bataille à plusieurs reprises durant la guerre de 1812, en particulier lors de la bataille de Frenchtown (22 janvier 1813 au Michigan – victoire britannique) et du siège de Fort Meigs (du 28 avril au 9 mai 1813 en Ohio – victoire américaine).

Le nombre de victimes chez les colons français des comtés d'Essex et de Wayne est peu élevé comparé à celui déploré du côté des soldats britanniques et américains. Malgré tout, plusieurs Français périssent durant la guerre de 1812. Au-delà de ces pertes, la plupart des colons français installés à la frontière de Détroit ont immensément souffert de la destruction de leurs propriétés et du massacre de leur bétail. Plusieurs années seront nécessaires à ces colons pour récupérer des pertes subies durant la guerre de 1812.

Guillaume Teasdale est boursier postdoctoral du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada au Centre de recherche en civilisation canadienne-française à l'Université d'Ottawa.

Après la bataille. Voici la description de Laurent Durocher : « … après la défaite de Winchester, de nombreux habitants ont fui avec leur famille jusqu'à la frontière avec l'Ohio. D'autres sont allés à Détroit. Les Britanniques ont essayé à plusieurs reprises de persuader les Indiens de détruire ce qui restait de l'établissement de la rivière Raisin, mais les Potawatomis ont protesté et ont déclaré qu'ils avaient […] donné la terre aux premiers colons et qu'ils avaient été indemnisés en conséquence […] et qu'ils ne toléreraient pas que [les colons] soient dérangés dans leurs habitations. »

En octobre 1813, les habitants du territoire du Michigan leur ont rendu la pareille en intervenant au nom des Amérindiens qui souhaitaient négocier un armistice avec les autorités militaires américaines à Détroit, afin de leur permettre de retourner dans leurs villages et de vivre en paix avec leurs voisins.

Plaque au River Raisin National Battlefield Park à Monroe, au Michigan. La bataille de Frenchtown, connue aussi sous le nom de bataille de la rivière Raisin, fait partie d'une série de conflits qui ont eu lieu pendant la guerre de 1812. (Photo : Guillaume Teasdale)

Le peuplement de l'Ontario par les Canadiens français

Par Yves Frenette

La famille de Simon Aumont, où seul le père et Irène (assise tenant une poupée), ont survécu au grand incendie qui a dévasté la région en 1916, Val Gagné (Ontario), [avant 1916]. Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds TVOntario (C21), Reproduit de la collection de Germaine Robert, Val Gagné (Ontario).

En 1840, au moment où le Haut-Canada s'apprête à devenir le Canada-Ouest, commence un grand mouvement migratoire à partir de la colonie voisine du Canada-Est (Québec). Les noyaux francophones d'Essex, de la baie Georgienne et de la région de Bytown (Ottawa) seront renforcés, et de nouvelles zones s'ouvriront au peuplement par les Canadiens français.

L'Église catholique joue un rôle clé dans ce processus. Le premier évêque de Bytown (Ottawa), M^gr^ Bruno Guigues, fonde en 1849 une société de colonisation dont il assure lui-même la présidence. Pour contrebalancer l'influence protestante, il encourage des jeunes du Canada-Est à obtenir des terres le long de la rivière des Outaouais, entre Rigaud et Bytown, où résident déjà des familles francophones disséminées sur un vaste territoire.

Les nouveaux arrivants proviennent surtout de l'ouest du Québec, où ont lieu des campagnes de promotion. Dans leur esprit, ils ne font que s'installer un peu plus loin, comme leurs parents et grands-parents l'ont fait avant eux. Ils s'établissent souvent sur des terres de piètre qualité, abandonnées par des cultivateurs anglophones.

En peu de temps, les comtés de Prescott et de Russell deviennent majoritairement francophones. Arrivant avec peu de capital, les migrants ne peuvent se procurer au départ qu'une petite terre, 20 hectares en moyenne, qui s'appauvrit chaque année sous l'effet d'une exploitation intensive. En effet, l'agriculteur canadien-français de l'est de l'Ontario ne voit pas d'avantages à posséder une trop grande terre ou à mécaniser son exploitation, puisque, comme au Québec, il s'absente une partie de l'année pour aller travailler dans les chantiers forestiers, source essentielle de revenus. Avec certaines variations, ses compatriotes du sud-ouest de l'Ontario et de la baie Georgienne font de même. Dans les trois régions, on assiste, au tournant du siècle, à une réorientation vers l'industrie laitière. Toutefois, une agriculture de subsistance et une agriculture axée sur l'approvisionnement des chantiers forestiers subsistent.

On trouve aussi des Canadiens français dans les centres industriels de la province, notamment à Toronto, où la paroisse du Sacré-Cœur compte 130 familles lors de sa fondation en 1887, et à Cornwall, où les migrants travaillent dans les industries du textile et du papier. Capitale du Canada à partir de 1867 et petit centre industriel, Ottawa, quant à elle, attire des fonctionnaires, des membres de professions libérales, des artisans et des manœuvres des régions de Québec, de Montréal et de Trois-Rivières. La ville abrite 23 000 Canadiens français en 1910, qui représentent près du quart de sa population.

C'est cependant dans le nord de la province que l'émergence d'un prolétariat canadien-français au début du XX^e^ siècle est la plus visible, en raison de la

Scène typique des premiers stades de la vie d'une famille de colons dans le Nord de l'Ontario, Val Gagné (Ontario), vers 1912. Joseph Aumont, fermier originaire de la région de Joliette, son épouse et leurs trois aînés, Gabrielle, Albert et Rita; Léa et Edouard Aumont de la famille Ludger Aumont; François, fils de Simon Aumont. Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds TVOntario (C21), Reproduit de la collection de Germaine Robert, Val Gagné (Ontario).

La famille Lamontagne, l'une des nombreuses familles parties du Sault-Montmorency (Québec) pour venir travailler à l'Empire Cotton Mill à Welland, où le père était contremaître pour les arrangeurs de métier, Welland (Ontario), [entre 1918 et 1930]. Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds TVOntario (C21), Reproduit de la collection Lamontagne, Welland (Ontario).

construction de voies ferrées, de l'ouverture de mines et d'usines de pâtes et papiers, et du développement de l'hydroélectricité. Comme dans la province voisine, l'Église prône la colonisation du Nord, véritable terre promise. Les migrants proviennent surtout de l'est de l'Ontario, de la région de Montréal et de l'ouest du Québec, mais des contingents arrivent aussi du Bas-Saint-Laurent. Les terres argileuses étant pauvres, la saison estivale courte et les marchés éloignés, les colons adoptent rapidement un mode de vie fondé sur une agriculture de subsistance alliée aux occupations minières et forestières, ou sur une agriculture commerciale approvisionnant les chantiers. D'autres colons s'installent dans des villes de compagnie, où ils constituent une main-d'œuvre non qualifiée. Il faut aussi noter l'importance des entreprises ferroviaires comme employeurs des Canadiens français. Ainsi, la presque totalité des 8 000 ouvriers du Canadien Pacifique dans la région de Sudbury appartient à ce groupe.

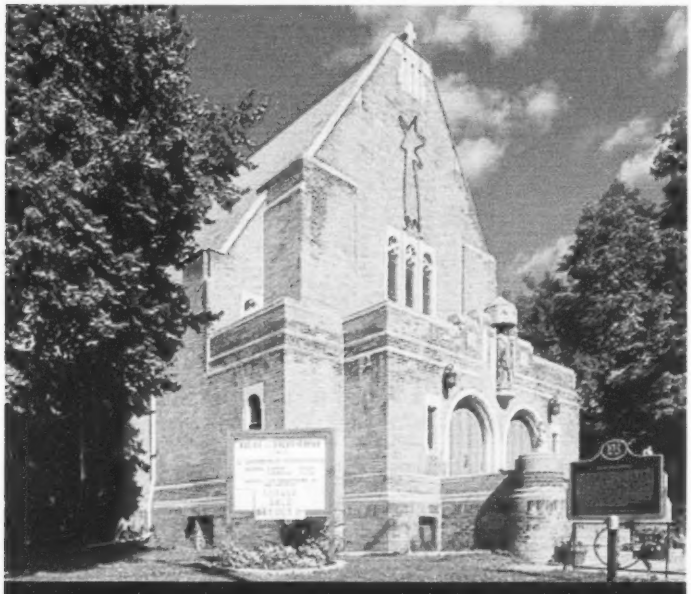
Grâce aux migrations et à un taux de natalité élevé, entre 1842 et 1921, le nombre de Canadiens français en Ontario passe de 13 969 à 248 275. Quoique ceux-ci ne représentent alors que 8,5 % de la population de la province, leur concentration géographique les rend très visibles à certains endroits. Il n'en faut pas plus pour que des segments de la majorité anglophone crient à l'invasion franco-catholique. Ces facteurs jouent un grand rôle dans la genèse du grand conflit linguistique qui secoue l'Ontario dans les deux premières décennies du XX[e] siècle.

William Franche assis sur une faucheuse tirée par des chevaux, appelée communément « le moulin à foin » à Wendover (Ontario), 1913. Université d'Ottawa, CRCCF, Collection Centre culturel « La Ste-Famille » (C80), Reproduit de la collection Rose Demers, Wendover (Ontario).

Yves Frenette est professeur d'histoire et directeur de l'Institut d'études canadiennes de l'Université d'Ottawa.

Garder la foi :
l'Église et l'Ontario français

Par Serge Dupuis



La Paroisse du Sacré-Cœur de Toronto est parmi une douzaine d'églises ontariennes contribuant à garder la communauté francophone une partie intégrante du paysage de l'Ontario.

L'arrivée de l'Église catholique dans l'Ontario actuel remonte à l'époque de la Nouvelle-France, avec la création des missions de Sainte-Marie-au-pays-des-Hurons en 1641 et de L'Assomption en 1744.

Comme dans le cas de toutes les communautés francophones nouvellement établies, l'Église est un élément central de la vie communautaire et familiale. Lorsque des milliers de Canadiens français s'établissent dans l'Est et le Moyen-Nord de l'Ontario durant la seconde moitié du XIX[e] siècle, les Catholiques irlandais récemment arrivés dans ces régions deviennent rapidement une minorité dans leurs paroisses et leurs écoles. Les deux communautés commencent à offrir des services en français et en anglais.

Lorsque les anciennes tensions linguistiques prennent de l'ampleur, l'évêque d'Ottawa, Bruno Guigues, encourage les Irlandais à s'établir dans la vallée de l'Outaouais à l'ouest et les Canadiens français dans les comtés de Prescott, Russell, Glengarry et Carleton à l'est. En dépit de la volonté du clergé anglophone de faire de l'anglais la langue du catholicisme en Amérique du Nord, l'élite canadienne-française fait valoir qu'étant donné que ses membres sont pratiquement tous catholiques, l'abolition des paroisses et des écoles de langue française conduirait à supprimer l'avantage concurrentiel de l'Église catholique sur les églises protestantes.

Le pragmatisme conduit à l'ouverture de paroisses et d'écoles de langue française là où le nombre de paroissiens le justifie. L'augmentation du nombre de Canadiens français (100 000 en 1881 et 200 000 en 1911) s'accompagne d'une hostilité accrue des Catholiques de langue anglaise qui voient les Canadiens français comme une menace envers leur légitimité sur le sol ontarien.

L'Ordre d'Orange, organisation fraternelle protestante, s'oppose à l'importation à la fois du français et du catholicisme dans la province des Loyalistes, et les Irlandais semblent prêts à sacrifier le français pour sauver les écoles séparées. Des ecclésiastiques comme l'évêque de London, Michael Fallon, se battent farouchement pour l'anglicisation des écoles et des paroisses dans les années 1910, mais le Vatican finit par demander aux évêques de l'Ontario de rester à l'écart de ce débat politique et de prendre acte des demandes des Canadiens français aspirant à combattre l'assimilation. L'hostilité à l'égard de l'éducation en langue française galvanise les parents et les amène à se servir des organisations religieuses pour promouvoir le développement de leurs institutions.

La langue et la foi forment un continuum au Canada français. Chaque élément protège le statut minoritaire de l'autre sur le continent. Le catholicisme, à l'instar du français, empêche ces citoyens de s'intégrer à la mosaïque ethnique de l'Ontario. Les Franco-Ontariens considèrent le français et le catholicisme comme des partenaires égaux au sein de la Confédération, au même titre que l'anglais et le protestantisme.

Mais à mesure que la pratique religieuse décline et qu'un nationalisme plus vigoureux se fait jour après la Première Guerre mondiale, la langue devient le principal facteur distinctif entre les individus. Pourtant, et de façon tout à fait paradoxale, au Canada français, le catholicisme (qui reste la religion majoritaire) conduit à diviser la communauté de façon interne au moment de la création, dans les années 1970 et 1980, de systèmes d'écoles de langue française distincts (système public et système catholique). La concurrence pour l'inscription des élèves conduit à l'expression de deux formes d'identité franco-ontarienne : l'une laïque et basée sur la langue, l'autre plus traditionnellement franco-catholique. Quoi qu'il en soit, l'Église demeure, à de nombreux égards, un élément incontournable de l'histoire passée et présente de l'Ontario français.

Serge Dupuis est candidat au doctorat au Département d'histoire de l'Université de Waterloo.

L'immigration francophone dans l'Ontario d'aujourd'hui

Par Amal Madibbo

Les communautés francophones de l'Ontario affichent une diversité croissante avec l'arrivée d'un nombre important d'immigrants venus de différentes régions du monde, notamment d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes, du Moyen-Orient et d'Europe. Parmi les 578 040 francophones présents en Ontario, 60 pour cent sont nés dans la province, 20 pour cent au Québec, et près de 14 pour cent à l'étranger.

Si l'immigration européenne a généralement précédé celle des minorités visibles, ces dernières n'en constituent pas moins une part substantielle de la population immigrante. Ces immigrants se retrouvent particulièrement dans les grands centres urbains, parmi lesquels Toronto et Ottawa, mais aussi dans des villes plus modestes comme Hamilton, Windsor et Sudbury.

La population immigrante a participé à la transformation des communautés francophones, en créant des espaces animés par la diversité ethnique et raciale, véritables creusets des cultures. Elle favorise la lutte contre l'assimilation culturelle et linguistique en accroissant le nombre de francophones et en perpétuant ainsi la pratique du français.

Les immigrants souhaitent s'installer, jouir de meilleures possibilités économiques pour eux et pour leurs enfants et participer à la vie sociale, politique et économique de leur communauté d'accueil. Ils souffrent néanmoins de discriminations linguistique et raciale qui font obstacle à leur intégration et à leur inclusion dans la société tout en réduisant leur sentiment d'appartenance.

Dans la vie courante, cette population bute sur les difficultés d'un environnement où l'anglais prédomine et où des services en français appropriés font défaut. En outre, malgré un niveau d'études élevé, les minorités visibles sont confrontées à des problèmes d'exclusion du marché de l'emploi, de pauvreté et de sous-représentation dans les institutions ordinaires. Elles font toutefois appel aux ressources offertes par la société pour mieux s'y intégrer et renforcer leur identité et leur sentiment d'appartenance. Ces minorités font partie des organisations francophones et ont fondé leurs propres structures regroupant des associations communautaires, des groupes d'artistes et de musiciens, des médias, des églises et des organisations de femmes et de jeunes.

Les étudiants de l'école élémentaire catholique Saint-Jean-de-Lalande à Toronto célébrant la Journée internationale de la Francophonie le 23 mars 2012. (Source : Journal Canora, Toronto)

Chacun de ces groupes urbains joue un rôle crucial pour mettre en lumière les différences sociales entre francophones, soutenir le développement communautaire, lutter contre le racisme, défendre les droits des membres de la communauté et faciliter l'intégration. Ils ont jeté plusieurs ponts au sein de la population immigrante francophone ainsi que vers d'autres communautés francophones et anglophones. Par ailleurs, plusieurs connexions ont été établies avec les communautés de la Diaspora, tout en renforçant les liens transnationaux dans la Francophonie et au-delà.

Pour ce faire, les organisations comme la Canora Inc. à Toronto, la Communauté tchadienne de Hamilton, le Centre Afro-Canadien d'Échange Social à Windsor, le Contact interculturel francophone de Sudbury et le Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones à Ottawa proposent des activités en faveur de la formation, des services sociaux, de partenariats et du développement économique par le biais de l'entrepreneuriat, de la promotion des arts et de la culture ainsi que de stratégies contre la discrimination.

Globalement, la communauté francophone installée dans les grandes villes connaît un épanouissement palpable dans divers domaines. Toujours plus nombreuse, organisée et visible, la population immigrante renforce l'évolution de la francophonie urbaine en Ontario.

Madame Amal Madibbo est chargée d'enseignement au Département de sociologie de l'Université de Calgary. Ses travaux portent sur l'immigration francophone au Canada, les questions raciales et la lutte contre le racisme, ainsi que la race et l'ethnicité en Afrique subsaharienne.

Portrait d'une diversité croissante

Par Emanuel da Silva et Diane Farmer

L'Ontario compte le plus grand nombre de francophones en dehors du Québec. Ce chiffre a certes augmenté depuis 1951, mais cette croissance est loin d'être aussi marquée que celle des communautés anglophone ou allophone, si bien qu'en pratique, la proportion de francophones en Ontario a diminué.

Les communautés francophones plus petites sont confrontées à d'importantes difficultés qui découlent de taux de natalité faibles, d'une hausse de la migration de sortie des jeunes et du vieillissement de la population. Aussi la hausse du poids démographique des francophones a-t-elle été érigée en priorité par les autorités fédérales et provinciales, en se reposant largement sur l'immigration. Si l'on exclut le Québec, c'est en Ontario que la plupart des immigrants francophones choisissent de s'installer, surtout à Toronto et à Ottawa.

Troupe de danse africaine au festival franco-ontarien du Centre-Sud (Photo : Emanuel da Silva)

Malgré cela, les deux tiers des Franco-Ontariens n'habitent pas dans ces zones métropolitaines. La capitale nationale est la plus bilingue des deux villes avec seulement 23 pour cent des francophones de la province, contre un peu moins de neuf pour cent à Toronto.

On observe donc une évolution du paysage social et linguistique, qui voit les communautés francophones historiquement établies en dehors des principales métropoles canadiennes et principalement d'origine européenne perdre du terrain et des emplois au profit de grands centres urbains plus vastes, mobiles, diversifiés et multilingues (mais où l'anglais prédomine encore) qui attirent davantage d'immigrants et de jeunes.

À l'instar de l'ensemble de la population canadienne, les communautés francophones de l'Ontario connaissent une diversification ethno-raciale qui s'explique largement par l'immigration internationale (Europe, mais aussi Afrique, Asie et Moyen-Orient) et les migrations internes au Canada. Il est ressorti du recensement de 2001 que 10,3 pour cent des Franco-Ontariens se considéraient comme une minorité raciale, chiffre qui culminait à 25 pour cent à Toronto.

L'évolution des communautés francophones urbaines de Toronto et d'Ottawa et les changements qui ont accompagné la nouvelle économie mondialisée ont rendu plus complexe l'idéologie nationale de la dualité linguistique située au cœur des infrastructures de langue française fondées en Ontario pendant les années 1960 et 1970. En outre, cette pluralité ethno-raciale a constitué un défi pour les identités historiques, la création de communautés et la solidarité entre Franco-Ontariens déjà installés.

Ces mutations récentes ont amené les communautés francophones à revoir leurs conceptions de l'identité en faveur de visions plus inclusives de la citoyenneté. Les institutions comme les écoles francophones sont les principaux lieux permettant aux personnes venues de différentes zones de la Francophonie d'interagir et de se rassembler.

Dans l'ensemble, l'immigration est le moteur du développement dans le domaine des services en langue française. Néanmoins, des obstacles subsistent. Il convient de mieux soutenir les nouveaux arrivants et leur famille pour combattre la marginalisation systémique. Parmi les défis spécifiques à relever figurent la reconnaissance des titres de compétences étrangers, le racisme, l'accès limité à la formation en langue anglaise et la disponibilité de services en langue française pertinents, ainsi qu'un soutien insuffisant aux approches globales d'intégration sociale et économique.

Emanuel da Silva est chercheur attaché au Centre de recherches en éducation franco-ontarienne à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario (IEPO) de l'Université de Toronto. Diane Farmer est professeure adjointe au Département de sociologie et d'étude de l'équité en éducation et directrice du Centre de recherches en éducation franco-ontarienne de l'IEPO, à l'Université de Toronto. Ils ont rédigé un rapport, dans le cadre du projet national Metropolis de Citoyenneté et Immigration Canada, qui se penche sur l'immigration francophone en dehors du Québec (disponible en anglais à l'adresse http://canada.metropolis.net/pdfs/rapport_precongres2012_farmer_dasilva.pdf).

Prières, pétitions et protestations :

Réunion de prêtres canadiens français locaux au presbytère de la paroisse Our Lady of the Lake, qui sera plus tard le théâtre d'une émeute. Au milieu de la rangée inférieure, parmi les prêtres, se trouve Henri Bourassa, le célèbre leader nationaliste canadien français de Montréal. (Source : Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Université d'Ottawa)

Manifestation d'écoliers contre le Règlement 17, devant l'école Brébeuf, square Anglesea dans la basse-ville d'Ottawa, à la fin janvier ou au début février 1916/[Le Droit, Ottawa]. Université d'Ottawa, Fonds Association canadienne-française de l'Ontario (C2), Ph2-142a

En 1912, après une enquête sur l'état des écoles bilingues en Ontario, le gouvernement provincial du premier ministre conservateur James Whitney fait adopter le Règlement 17, lequel introduit de nouvelles restrictions très strictes concernant l'utilisation du français comme langue d'enseignement.

Le surintendant provincial, Frederick Merchant, fait état de graves lacunes dans ces écoles; il met notamment en évidence la prépondérance d'instructeurs non qualifiés, dont une grande partie n'est pas capable de parler un bon anglais. Le Règlement 17 restreint l'utilisation du français aux deux premières années du cycle élémentaire, tandis que les élèves des années suivantes doivent se contenter d'une leçon quotidienne d'une heure par classe. Dorénavant, l'anglais doit être la langue d'enseignement dans toutes les classes de la province.

Ce règlement dans le domaine de l'éducation fait suite à des réformes similaires entreprises dans les Territoires du Nord-Ouest et au Manitoba à la fin du XIX[e] siècle. À l'ère de l'impérialisme britannique, la plupart des Canadiens anglais croient en la vision de Dalton McCarthy pour le Canada : « Une langue, un drapeau et un pays ».

Les communautés francophones de l'Ontario, cependant, n'acceptent pas cette réforme de l'éducation en silence. À Ottawa, leur principale organisation culturelle, l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (ACFEO), exhorte ses compatriotes à résister au Règlement. Le corps enseignant est encouragé à aller au-delà de l'heure de français prescrite, tandis que les parents incitent leurs enfants à quitter l'école à l'arrivée de l'inspecteur des écoles de la province, un protestant, qu'ils considèrent comme un intrus dans leurs établissements catholiques.

En octobre 1913, lorsque l'inspecteur visite une école dans le village de Pain Court, les enfants quittent l'école en chantant « O Canada » ce qui l'empêche d'effectuer une inspection en règle. Des scénarios semblables se reproduisent à travers la province, non sans conséquences. ÀTilbury, par exemple, lorsque l'inspecteur arrive dans une école vide, il annonce que le conseil local ne recevra pas sa subvention provinciale annuelle.

L'émotion suscitée par la situation atteint parfois un point critique et entraîne même des actes de violence. Par exemple, pendant la campagne électorale provinciale de 1914, lorsque le candidat conservateur, le colonel Paul Poisson, organise un rassemblement à McGregor, un groupe de jeunes hommes pousse des cris et lance des insultes à l'endroit de Poisson depuis l'extérieur de la salle. Ne parvenant pas à interrompre la réunion, certains hommes commencent à jeter des pierres à travers les vitres. Au milieu des bruits de vitres brisées, Poisson poursuit son discours en défendant la politique du gouvernement jusqu'à ce qu'un projectile – un œuf pourri – vienne s'écraser sur son épaule, mettant abruptement fin au rassemblement. Les critiques très virulentes contre le Règlement 17 entraîneront la défaite de Poisson dans la circonscription.

En 1916, à l'École Guigues d'Ottawa, un groupe de mères forme une chaîne

la controverse à propos du Règlement 17

Par Jack Cécillon

Le sénateur Gustave Lacasse s'adresse à un groupe de Canadiens français à Tecumseh, en Ontario, dans la banlieue de Windsor de Ford City, en octobre 1918, pour protester contre la nomination de François Xavier Laurendeau comme nouveau pasteur de la paroisse Our Lady of the Lake. Le père Laurendeau est soupçonné d'être un opposant aux écoles bilingues. (Source : Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Université d'Ottawa)

humaine autour de leur école pour empêcher la police d'expulser deux enseignants récalcitrants. Lorsque les agents de police arrivent sur les lieux, les femmes sortent leurs longues épingles à cheveux et tiennent les agents à distance.

L'année suivante, à Ford City, en banlieue de Windsor, des paroissiens canadiens français de l'église Our Lady of the Lake forment un blocus puis déclenchent une émeute lorsque la police tente de mettre en place un nouveau pasteur réputé être un opposant aux écoles bilingues et un partisan de l'évêque Michael Francis Fallon. Fallon avait publiquement demandé l'élimination des écoles bilingues afin de protéger le système des écoles catholiques de ses critiques; il était alors devenu l'ennemi des nationalistes canadiens français un peu partout. Neuf personnes sont arrêtées lors de l'émeute de Ford City tandis que 10 sont blessées, notamment deux femmes âgées d'environ 70 ans. Les paroissiens demandent au Vatican d'annuler la nomination du prêtre mais en vain; ils sont contraints d'accepter le prêtre en question sous peine de risquer l'excommunication. En octobre 1918, ils finissent par reculer, mettant fin à un affrontement qui aura duré un an.

Contrairement à la plupart des Franco-Ontariens, cependant, la majorité des francophones présents dans la région de la frontière de Windsor se soumettent volontairement au Règlement 17, après de modestes protestations. L'anglais est la langue de la région et les enfants ont de meilleures chances de trouver un emploi s'ils possèdent de solides aptitudes en anglais.

Contrairement aux autres collectivités de l'Ontario français, dans lesquelles la résistance connaît un succès bien plus important, seules 10 des 30 écoles bilingues de la région montrent des signes de résistance clairs à l'encontre de l'inspecteur des écoles. En 1926, le premier ministre G. Howard Ferguson annonce ses plans pour réformer cette politique scolaire qui a contribué à une crise d'unité nationale. Cela n'empêche pas Ferguson de claironner que la région de la frontière de Windsor est l'exemple éclatant du succès du Règlement 17, les inspecteurs louant en effet les enfants francophones de la région pour leur impressionnante maîtrise de l'anglais, tant à l'oral qu'à l'écrit.

L'esprit du nationalisme canadien français enraciné dans une préservation prudente de la langue maternelle n'a pas eu préséance sur le désir des parents de voir leurs enfants maîtriser l'anglais, en tout cas dans le Sud-Ouest de l'Ontario.

Jack Cécillon est chargé de cours au Collège Glendon (Université York) à Toronto. Il est également enseignant et orienteur à la St. Mary Catholic Secondary School.

Arts et culture de l'Ontario francophone

Par Johanne Melançon

Scène tirée du Chien, pièce de Jean Marc Dalpé donnée pendant la saison 1987-1988 du Théâtre du Nouvel-Ontario. Photo reproduite avec autorisation.

Au cours du XIX[e] siècle et dans la première moitié du XX[e], Ottawa est au centre de la vie culturelle et littéraire francophone de l'Ontario. Il est alors courant d'assister à des représentations théâtrales proposées par des compagnies et des troupes d'amateurs venues du Québec ou de France. Nombre de fonctionnaires sont également écrivains. Des nouvelles et des chansons dressent un catalogue vivant de la culture. En 1948, le père Germain Lemieux de Sudbury commence à rassembler ces témoignages.

À la fin des années 1960, la rupture du concept de Canada français pousse la communauté francophone de l'Ontario à revoir son idée de l'identité culturelle. En 1970, un bureau franco-ontarien est créé au sein du Conseil des arts de l'Ontario.

Durant la Révolution tranquille, Sudbury est en pleine effervescence artistique et contre-culturelle. En février 1971, une troupe de l'Université Laurentienne présente une œuvre collective intitulée *Moi, j'viens du Nord, 'stie!*, spectacle musical multimédia. Les jeunes artistes espèrent alors que le public se reconnaisse à la fois dans le sujet et dans la langue présentés sur scène. L'été suivant voit la naissance du Théâtre du Nouvel-Ontario. L'année d'après apparaît la Coopérative des artistes du Nouvel-Ontario, qui engendre ensuite la maison d'édition Prise de parole (1973), le groupe CANO Musique (1975) et une galerie d'art, la Galerie du Nouvel-Ontario (1976).

Les arts du spectacle sont en première ligne de l'expression artistique et culturelle des années 1970. L'organisme Théâtre Action (1972) organise un festival de théâtre scolaire et un autre de théâtre communautaire. En 1978, il fonde le magazine *Liaison* consacré aux arts et à la culture. D'autres troupes voient le jour dans la région d'Ottawa au cours des années 1970. À Sudbury, le festival La Nuit sur l'étang est lancé en 1973. Décrit comme « la folie collective d'un peuple en party », l'événement devient un passage incontournable pour les auteurs-compositeurs, jusqu'à aujourd'hui. Plus tard, La Cuisine de la poésie (1975-1979) mêle la poésie, la musique et le chant à un commentaire social critique et engagé. À Ottawa, le Festival franco-ontarien (1976) permet de rassembler les francophones.

Dans la littérature, l'essor vient avec les années 1980 et les nouvelles maisons d'édition littéraire. Poètes, dramaturges, auteurs de nouvelles, romanciers et essayistes sont présentés dans les foires du livre. Les ouvrages franco-ontariens, dont certains sont appelés à recevoir de prestigieux prix littéraires, commencent à être étudiés dans les écoles secondaires et les universités à la fin des années 1970.

Parfois associée aux revendications franco-ontariennes relatives aux droits linguistiques, la chanson connaît une période florissante grâce à la radio communautaire, Radio-Canada, au concours Ontario Pop (1986), au festival Quand ça nous chante organisé dans les écoles (2004) et au gala des prix Trille Or (2001). Les plasticiens et les réalisateurs de films dramatiques ou documentaires témoignent également de la vitalité artistique de l'Ontario francophone. La chaîne de télévision publique TFO (1989) produit des programmes d'information et d'actualités ainsi que des séries destinés aux Franco-Ontariens.

Aujourd'hui, un certain nombre d'artistes franco-ontariens sont connus des public national et international, et leurs œuvres reflètent le dynamisme et la modernité de leur communauté.

Johanne Melançon est professeure adjointe au Département d'études françaises de l'Université Laurentienne. Elle a publié de nombreux articles consacrés à la littérature et à la chanson franco-ontariennes. Conjointement à Lucie Hotte de l'Université d'Ottawa, elle a aussi publié une Introduction à la littérature franco-ontarienne (Prise de parole, 2010).

Porter haut ses couleurs

Entretien avec Gaétan Gervais

Première levée du drapeau franco-ontarien à l'Université d'Ottawa en 1974. (Archives de l'Université d'Ottawa, AUO-PHO-NB-6-1983-6).

Quand le drapeau franco-ontarien est créé dans les années 1970, ce n'est pas vraiment comme symbole d'une résistance contre quelqu'un ou quelque chose, mais plutôt comme emblème appelé à faire écho parmi les francophones.

Dans un entretien avec Gaétan Gervais, professeur émérite à l'Université Laurentienne figurant parmi les artisans de la genèse de ce drapeau, nous apprenons comment ces couleurs ont permis de fédérer une communauté pourtant dispersée à travers l'Ontario, depuis les Franco-Ontariens de l'Est le long de la frontière avec le Québec en passant par le Sud-Ouest de la province dans la région de Windsor et Welland, jusqu'aux peuplements historiques du Nord, et toutes les populations situées entre ces pôles.

« La création de ce drapeau répondait à un besoin de la communauté franco-ontarienne », déclare M. Gervais. « Cette minorité se sentait désorientée avec la montée du nouveau nationalisme québécois. »

L'association des étudiants de l'Université Laurentienne, fondée en 1974, répond à ce besoin de symboles permettant d'incarner et d'affirmer l'identité de la communauté.

« Tout a commencé au sein d'un petit groupe, et la définition du drapeau a pris du temps » se souvient le professeur. « Les symboles assurent la cohésion identitaire. Nous pensions que si les gens souhaitaient se revendiquer comme Franco-Ontariens, ils devaient en avoir la possibilité. Cela n'a pas fait beaucoup de vagues; les quelques réactions à propos du drapeau étaient majoritairement positives. »

La création du drapeau vert et blanc – vert pour évoquer les forêts du Nord et blanc pour la neige hivernale – offre enfin un emblème rassembleur qui fait des adeptes dans toute la province au sein de différents groupes et régions.

« Au début, nous ne sortions le drapeau que quelques fois par an », se rappelle M. Gervais. « Nous ne nous attendions pas du tout à ce qu'il devienne aussi populaire. Bien sûr, c'était ce que nous espérions, mais son succès a confirmé qu'il était utile et qu'il permettait de fédérer les gens. »

Au cours des 15 dernières années, le combat pour sauver l'Hôpital Montfort (1997), la manière dont les enseignants l'ont adopté et la reconnaissance en tant qu'emblème officiel par Queen's Park en 2001 ont marqué l'essor du drapeau franco-ontarien.

« Il est clair que le drapeau trouve un écho auprès de la population », avance M. Gervais. « Il a vraiment touché une corde sensible. »

Aujourd'hui, ce drapeau assume une signification et un rôle différents. Il continue d'incarner l'identité franco-ontarienne, mais il rappelle aussi à tout un chacun notre héritage français. Si le drapeau a marqué les esprits, ce n'est pas comme extension de la population francophone du Québec ni comme étendard d'une minorité distincte de l'Ontario, mais comme quelque chose d'intermédiaire. Porter haut ses couleurs nous rappelle notre passé et nous unit, afin de perpétuer cette tradition.

Gaétan Gervais est professeur émérite au Département d'histoire de l'Université Laurentienne. Cet entretien avec M. Gervais a été conduit par Serge Dupuis, candidat au doctorat au Département d'histoire de l'Université de Waterloo.

Les jeunes francophones

Par Michelle Lafleur

Michelle Lafleur pendant les célébrations de la Journée de la francophonie à l'école secondaire De La Salle

Depuis 2006, Michelle Lafleur fait du bénévolat dans le cadre des initiatives du Mois de l'histoire des Noirs organisées par la communauté haïtienne d'Ottawa. Récemment, elle a contribué aux actions en faveur des victimes du séisme en Haïti. Michelle a également organisé des présentations de poésie et d'art haïtiens ainsi que des concerts, et participé à une myriade d'activités culturelles au sein de sa communauté.

C'était un honneur pour moi de recevoir le Prix 2011 du lieutenant-gouverneur pour les réalisations des jeunes en matière de conservation du patrimoine ontarien, et de décrocher en outre la bourse décernée dans le cadre de la célébration de l'Année internationale des personnes d'ascendance africaine!

Une récompense comme celle-ci symbolise la reconnaissance publique des citoyens. Elle m'a fait réaliser que nos petits gestes ont de vraies conséquences sur notre communauté. En tant que nouvel arrivant au Canada, on est encouragé à conserver ses racines, pour façonner un pays d'une grande diversité culturelle. L'État invite aussi à s'adapter à une nouvelle culture; dans mon cas, ce fut celle de la communauté franco-ontarienne.

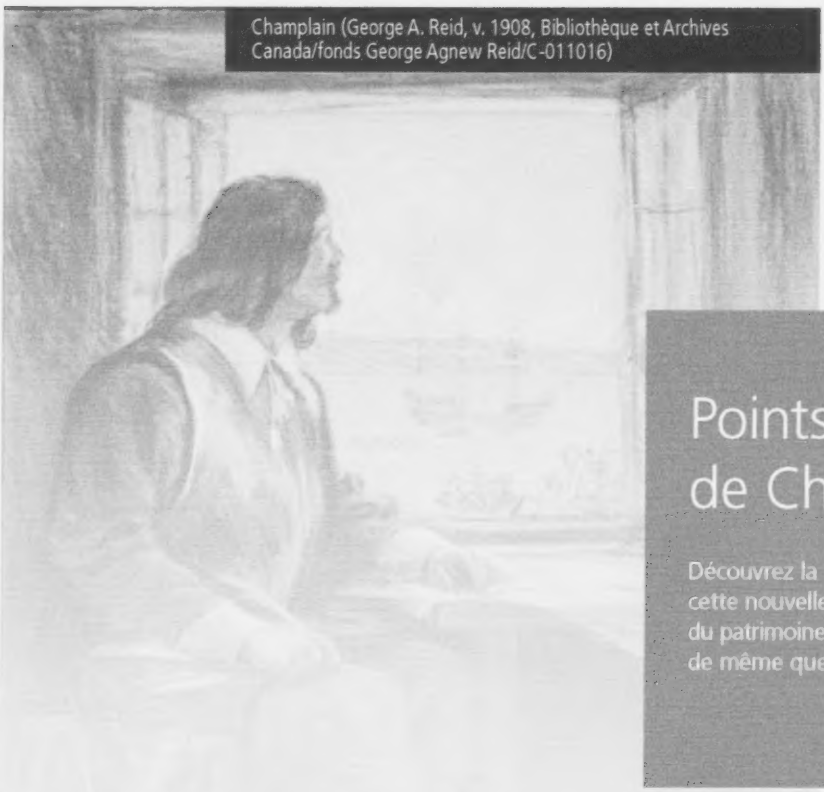
Être une jeune francophone dans la capitale canadienne semble aussi difficile que partout ailleurs en Ontario. Il n'est pas toujours possible d'obtenir des services dans notre langue, bien que le français fasse partie des langues officielles du pays. Le Canada a d'abord été colonisé par les Français. Cela étant, la France et le français ont joué un rôle primordial dans la fondation de notre nation. Il est bon de savoir que nous n'avons pas été oubliés.

La place du français en Ontario m'a toujours intéressée : c'est une langue haute en couleur et d'une grande richesse, en laquelle j'ai foi. La culture franco-ontarienne est comme une famille pour moi. Tant de gens ont lutté pour que nous puissions parler français. C'est pourquoi je souhaite devenir enseignante au cycle secondaire : je veux que les jeunes prennent conscience du privilège que nous avons de pouvoir parler cette langue. Le bilinguisme est une force qui ouvre des portes. Il y a tant d'anglophones qui veulent parler français et ne le peuvent pas. Certes, en tant que francophones, nous devons encore lutter pour nous tailler une place au premier plan. Mais au moins, notre place est faite, c'est assez pour être reconnaissants et fiers de notre patrimoine.

Lors de la cérémonie du lieutenant-gouverneur à Queen's Park, j'étais la seule parmi les lauréats dont la description a été lue en français et en anglais. Cela m'a fait réaliser qu'en tant que francophone, je peux imprimer ma marque où que j'aille. Toute ma gratitude va à la Fiducie du patrimoine ontarien pour m'avoir décerné ce prix. Quelles que soient nos origines, notre culture ou notre langue maternelle, nous avons tous une place dans la grande mosaïque de l'Ontario, et plus encore du Canada. Cependant, le plus important est l'incroyable potentiel des jeunes, qui peuvent jouer un rôle immense dans le futur et apprendre à conserver le patrimoine de l'Ontario. J'appelle ainsi tous les francophones ontariens encore en sommeil à se réveiller. Mais à ceux qui ont participé à l'épanouissement de notre culture franco-ontarienne, je dis : merci.

Michelle Lafleur est lauréate du Prix 2011 du lieutenant-gouverneur pour les réalisations des jeunes en matière de conservation du patrimoine ontarien dans la catégorie patrimoine et culture des Noirs, en célébration de l'Année internationale des personnes d'ascendance africaine. Elle a remporté la bourse de 2 000 $ de cette catégorie.

Ressources en ligne



Champlain (George A. Reid, v. 1908, Bibliothèque et Archives Canada/fonds George Agnew Reid/C-011016)

Consultez le Guide des plaques en ligne de la Fiducie du patrimoine ontarien et renseignez-vous sur les plaques francophones érigées dans tout l'Ontario. Découvrez les personnages, lieux et événements qui ont façonné notre province, notre passé et notre avenir. Pour obtenir de plus amples renseignements, rendez-vous sur http://www.heritagetrust.on.ca/Ressources-et-apprentissage/Guide-des-plaques-en-ligne.aspx?lang=fr-CA.

Points de vue sur Samuel de Champlain

Découvrez la vie et les voyages de Samuel de Champlain dans cette nouvelle exposition en ligne sur le site Web de la Fiducie du patrimoine ontarien (www.heritagetrust.on.ca/champlain-fr), de même que d'autres ressources sur Internet.

Gouvernement de l'Ontario : Office des affaires francophones (www.ofa.gov.on.ca)
Centre de recherche en civilisation canadienne-française (www.crccf.uottawa.ca)
Centre de recherches en éducation franco-ontarienne (CRÉFO) (www.oise.utoronto.ca/crefo)
Centre franco-ontarien de folklore (www.cfof.on.ca)
Commissariat aux services en français (http://www.csf.gouv.on.ca/fr/node/)
Métis Nation of Ontario (www.metisnation.org)
Inventaire des lieux de mémoire de la Nouvelle-France (www.memoirenf.cieq.ulaval.ca)
Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques (CFORP) (www.cforp.on.ca)
Réseau du patrimoine franco-ontarien (RPFO) (www.rpfo.ca)
Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO)

- **Ottawa** – www.acfoottawa.ca
- **Conseil régional de London-Sarnia** – www.acfo-ls.org
- **Sudbury** – www.acfosudbury.ca
- **Régionale Hamilton** – www.acfo-hamilton.on.ca
- **Prescott et Russell** – www.acfopr.com
- **Stormont, Dundas et Glengarry** – www.acfosdg.org
- **Conseil régional des Mille-Îles** – www.acfomi.org
- **Régionale Windsor-Essex-Kent** – www.acfowindsor.ca

Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) (http://fesfo.ca/accueil.html)
Fédération des aînés et des retraités francophones de l'Ontario (FAFO) (www.fafo.on.ca)
La Clé d'la Baie (www.lacle.ca)
Société d'histoire de Toronto (http://www.sht.ca)
Festival franco-ontarien (www.ffo.ca)
Franco-Fête (www.franco-fete.ca)
Association des auteures et des auteurs de l'Ontario français (AAOF) (http://aaof.ca)
Association des professionnels de la chanson et de la musique (APCM) (www.apcm.ca/fr)
Bureau des regroupements des artistes visuels de l'Ontario (BRAVO) (www.bravoart.org/index.php)
Réseau Ontario, réseau de diffusion des arts de la scène de l'Ontario français (http://reseauontario.ca)
Profils des communautés francophones et acadiennes du Canada (http://profils.fcfa.ca/fr/Apercu_313)
Mouvement des Intervenant.e.s en Communication Radio de l'Ontario (Ontario Stakeholders in Community Radio Communications) (www.microontario.ca/index.php?option=com_content&task=view&id=13)
Alliance culturelle de l'Ontario (http://allianceculturelle.org)
Bottin franco-ontarien (Franco-Ontarian Directory) (www.monassemblee.ca/fr/Bottin_Francoontarien_35)
Assemblée de la francophonie de l'Ontario (www.monassemblee.ca/fr)

DONNER VIE À NOTRE HISTOIRE

Fiducie du patrimoine ontarien

Photo: Fulford Place, Brockville

Pour en savoir plus, consultez le site
www.heritagetrust.on.ca/musees
ou scannez le code suivant :

FIDUCIE DU PATRIMOINE ONTARIEN
DONNER VIE À NOTRE HISTOIRE

Site historique de la Case de l'oncle Tom

Inge-Va

Photo : David Lee
Centre d'interprétation du Parlement

Maison Barnum